

# ODOXA

L'Opinion tranchée

## Baromètre de l'économie

*Avril 2025*

LEVÉE D'EMBARGO : JEUDI 3 AVRIL 2025 À 6H30

Sondage réalisé pour



Challenge<sup>s</sup> et



# Méthodologie



## Recueil

Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français interrogés par Internet les **26 et 27 mars 2025**.



## Echantillon

Echantillon de **1 005 Français** représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

*La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, niveau de diplôme et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.*

# Précisions sur les marges d'erreur

Chaque sondage présente une incertitude statistique que l'on appelle marge d'erreur. Cette marge d'erreur signifie que le résultat d'un sondage se situe, avec un niveau de confiance de 95%, de part et d'autre de la valeur observée. La marge d'erreur dépend de la taille de l'échantillon ainsi que du pourcentage observé.

Taille de l'Echantillon	Si le pourcentage observé est de ...					
	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
800	1,5	2,5	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
3000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8

*Lecture du tableau : Dans un échantillon de 1000 personnes (lorsque l'ensemble des Français est interrogé), si le pourcentage observé est de 20% la marge d'erreur est égale à 2,5 points : le pourcentage réel est donc compris dans l'intervalle [17,5 ; 22,5].*

# Les enseignements clés du sondage

*Gaël Sliman, président d'Odoxa*

## Pessimistes sur la situation économique de la France, les Français le sont aussi sur celle de leurs communes

1) Le moral économique des Français est au plus bas avec 83% de défiance en l'avenir. Le moral a chuté de 2 points depuis mars et de 7 points en un an

Evidemment, la situation politique nationale et le contexte international anxiogène expliquent ces tendances. Mais, à ces inquiétudes « macro » s'ajoutent des inquiétudes « micro ». Alors que la campagne des municipales de 2026 s'ouvre ce mois-ci, notre sondage enregistre des dégradations importantes quant aux perspectives des Français s'agissant de la vie économique de leurs communes. Illustration :

2) Un Français sur deux (49% vs 51%) est mécontent de la gestion budgétaire de sa commune et six Français sur dix pensent ne pas bénéficier de la politique de leur municipalité

3) Or, ce pessimisme ne s'arrangera pas à l'avenir car un Français sur deux anticipe une hausse des tarifs et des impôts dans sa commune

Dans leurs programmes, les candidats aux municipales devront donc prioriser les domaines d'actions en misant sur les domaines les plus prioritaires aux yeux des habitants.

4) Or, pour les Français, la sécurité est le domaine nécessitant le plus un accroissement des moyens financiers dans leurs communes

# Synthèse détaillée

## Gaël Sliman, président d'Odoxa (1/3)

### Pessimistes sur la situation économique de la France, les Français le sont aussi sur celle de leurs communes

#### 1) Le moral économique des Français est au plus bas avec 83% de défiance en l'avenir. Le moral a chuté de 2 points depuis mars et de 7 points en un an

Le moral économique des Français chute encore en avril (-2 pts) avec 83% de « défiants » en l'avenir de la situation économique du pays. En un an, les pessimistes ont progressé de 7 points (76% en mars 2024).

Plus globalement, l'évolution de notre indice de confiance économique (« confiants » - « défiants ») est particulièrement préoccupante depuis ces derniers mois : avec un indice de confiance de -66, avril 2025 se situe, avec décembre 2024 (-68), à l'un des plus bas niveaux depuis deux ans. Il faut en effet remonter à avril 2023 pour retrouver un tel niveau de défiance (-66).

Evidemment, le contexte politique troublé depuis la dissolution et le contexte international très anxiogène expliquent ces tendances. Malheureusement, rien ne suggère dans ces domaines que des améliorations pourront se faire jour à court termes.

En outre, à ces inquiétudes « macro » s'ajoutent des inquiétudes au niveau plus « micro » et, notamment, territoriales. Alors que la campagne des municipales de 2026 s'ouvre ce mois-ci, notre sondage enregistre des dégradations importantes quant aux perspectives des Français s'agissant de la vie économique de leurs communes.

Illustration...

#### 2) Un Français sur deux (49% vs 51%) est mécontent de la gestion budgétaire de sa commune

Les Français sont très partagés quant à leur satisfaction concernant la gestion budgétaire de leur commune : 51% de satisfaits vs 49% de mécontents.

Mais en réalité, ce 50/50 masque d'importantes disparités au sein de la population.

Ainsi, les ruraux sont massivement satisfaits (62%) alors que les urbains le sont moins (moins de 50%) et les Français les plus aisés le sont bien plus que les pauvres (54% vs 45%).

# Synthèse détaillée

## Gaël Sliman, président d'Odoxa (2/3)

Ces clivages se retrouvent au niveau social (54% de satisfaits chez les cadres vs 61% de mécontents chez les ouvriers), politique (53% de satisfaits à gauche et 77% à Renaissance vs 56% de mécontents au RN) et surtout générationnel : les jeunes et les seniors sont ainsi près de 6 sur 10 à se dire satisfaits alors que les actifs âgés de 35 à 49 ans sont, à l'inverse, près de 6 sur 10 à se dire mécontents.

### 3) Six Français sur dix pensent ne pas bénéficier de la politique de leur municipalité

61% des Français ont le sentiment de ne pas bénéficier de la politique de leur municipalité... soit une chute de 13 points en deux ans... et surtout un spectaculaire retournement de l'opinion en deux ans : En février 2023, 51% des Français avaient le sentiment de bénéficier de la politique mise en œuvre par la municipalité de leur ville.

Si ce sentiment d'être exclu des bénéficiaires de l'action municipale est le plus souvent majoritaire, de nouveau, les plus urbains, les CSP-, les quadras et les sympathisants du RN sont les plus nombreux à se sentir lésés.

### 4) Ce pessimisme ne s'arrangera pas à l'avenir car un Français sur deux anticipe une hausse des tarifs et des impôts dans sa commune

Un Français sur deux (49% vs 48%) estime désormais que la baisse des dotations de l'Etat rend nécessaire la hausse des tarifs et des impôts dans les communes. En 2016 une nette majorité (55% vs 44%) pensait le contraire !

Les ruraux et les sympathisants de gauche sont près de 6 sur 10 à le penser alors que les plus urbains et les sympathisants du centre et de droite modérée sont une majorité (54%) à penser que leurs communes peuvent très bien faire face à cette baisse des dotations, sans avoir à augmenter les impôts.

### 5) Priorités des habitants en termes d'action municipale : la sécurité est, pour les Français, le domaine nécessitant le plus un accroissement des moyens financiers dans leurs communes

Les Français pensent que la sécurité (1<sup>er</sup> avec 44%) est le domaine nécessitant le plus un accroissement des moyens financiers dans leurs communes. Les seniors (51%) et les habitants des villes moyennes (49%) sont les plus nombreux à le penser

# Synthèse détaillée

## *Gaël Sliman, président d'Odoxa (3/3)*

Après la sécurité, les autres priorités les plus citées se situent une vingtaine de points en dessous. Parmi celles-ci figurent le logement (25%), les commerces (24%) ou encore la propreté (23%).

Certaines attentes, moins citées par l'ensemble des Français suscitent davantage l'intérêt de populations spécifiques.

Ainsi, le stationnement et la circulation (7<sup>ème</sup> avec 21%) est particulièrement suivi par les habitants des villes moyennes : 27% de citations dans les villes de 20 000 à 100 000 habitants vs 15% dans les communes rurales.

Les écoles maternelles et élémentaires (8<sup>ème</sup> avec 17%), elles, intéressent plus particulièrement les Français en âge d'être les parents des enfants concernés (24% chez les 35-49 ans vs 12% chez les 18-24 ans) et les habitants des communes rurales (21% vs 13% en agglomération parisienne).

Enfin, les actions en faveur des seniors (10<sup>ème</sup> avec 13%) seront regardées avec attention par les premiers concernés : 24% auprès des plus de 65 ans vs moins de 10% chez les moins de 50 ans.

*Gaël Sliman, Président d'Odoxa*



# *Résultats du sondage*



# Le moral économique des Français chute encore en avril (-2 pts) avec 83% de « défiants » en l'avenir de la situation économique du pays



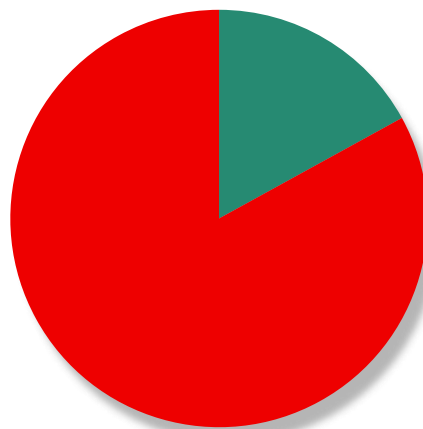
Depuis ces dernières semaines êtes-vous plutôt plus confiant(e) ou plutôt moins confiant(e) concernant l'avenir de la situation économique en France ?

Plutôt moins confiant(e)  
83%

Mars 2025\* : 81%

Plutôt plus confiant(e)  
17%

Mars 2025\* : 19%



- 2 pts

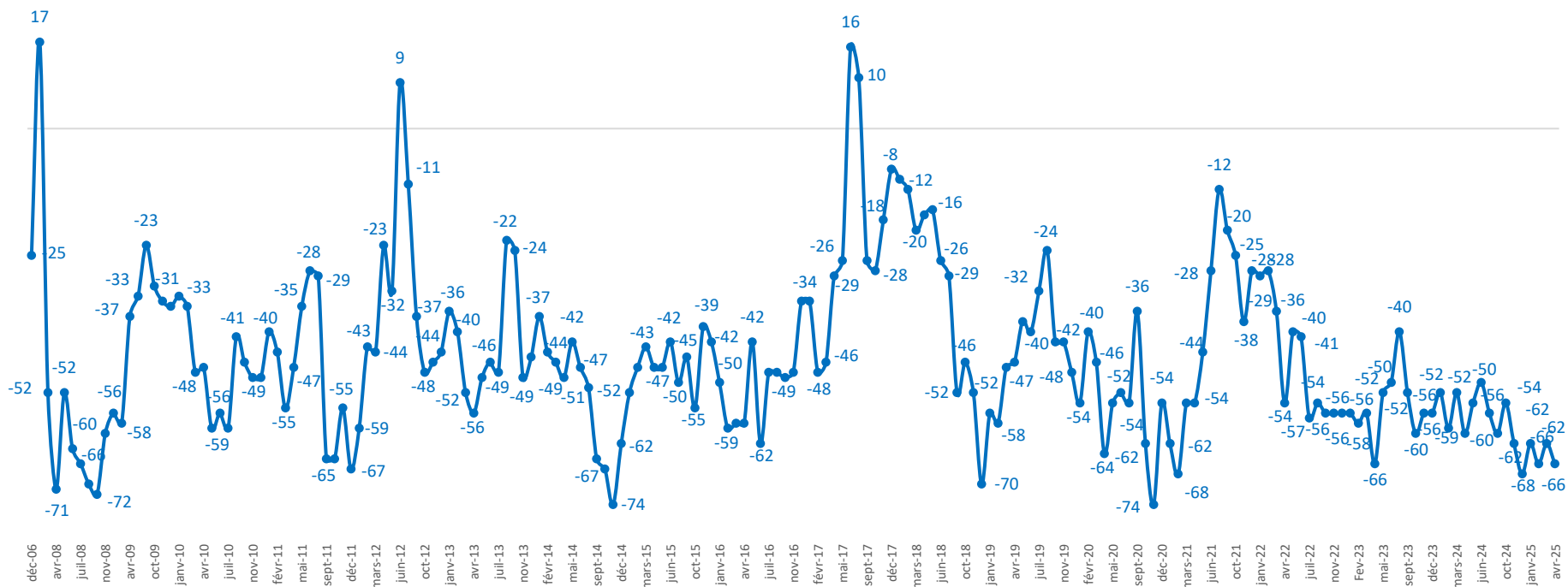
INDICE « Plutôt plus confiant(e) » - « Plutôt moins confiant(e) » = -66

Rappel du mois précédent\* : - 62

# Evolution de l'indice de confiance économique (« confiants » - « défiants ») : avec un indice de confiance de -66, avril 2025 se situe à l'un des plus bas niveaux depuis deux ans



Depuis ces dernières semaines êtes-vous plutôt plus confiant(e) ou plutôt moins confiant(e) concernant l'avenir de la situation économique en France ?



\* Jusqu'en juillet 2014, ce baromètre était réalisé par BVA pour Axys Consultants, BFM et Challenges

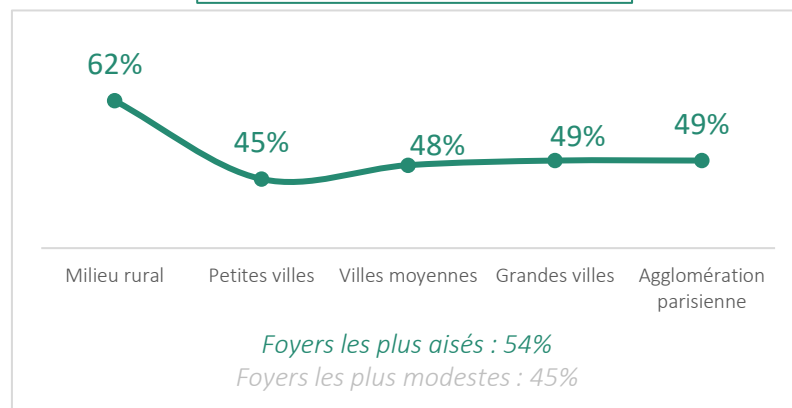
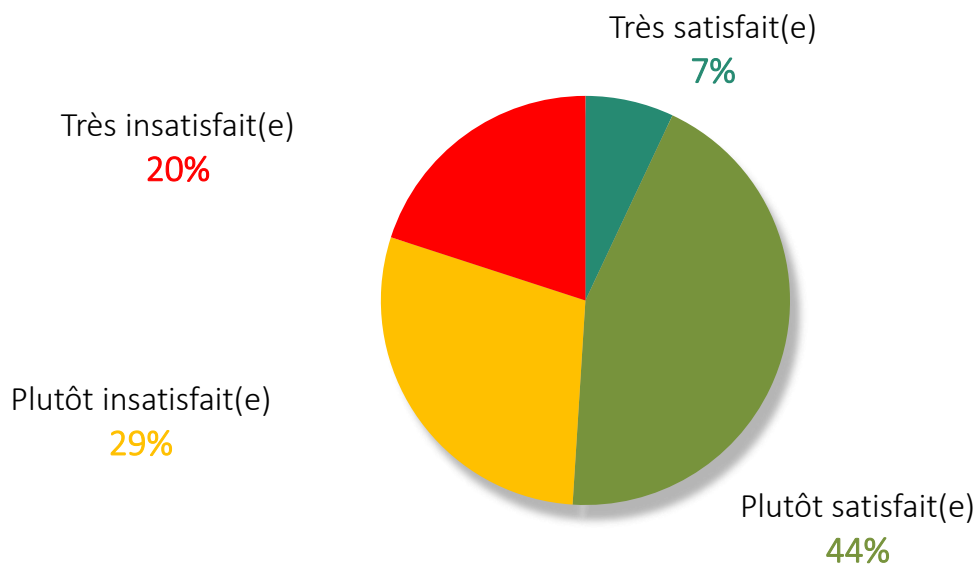
# Les Français sont très partagés quant à leur satisfaction concernant la gestion budgétaire de leur commune : 51% de satisfaits vs 49% de mécontents.



Etes-vous satisfait(e) de la gestion budgétaire (recettes, dépenses...) de votre commune ?

**% Pas satisfait(e) : 49%**

**% Satisfait(e) : 51%**



**Clivages : 54% de satisfaits chez les cadres vs 61% de mécontents chez les ouvriers; 53% de satisfaits à gauche et 77% à Renaissance vs 56% de mécontents au RN; près de 60% de satisfaits chez les jeunes et les seniors vs 59% de mécontents chez les 35-49 ans**

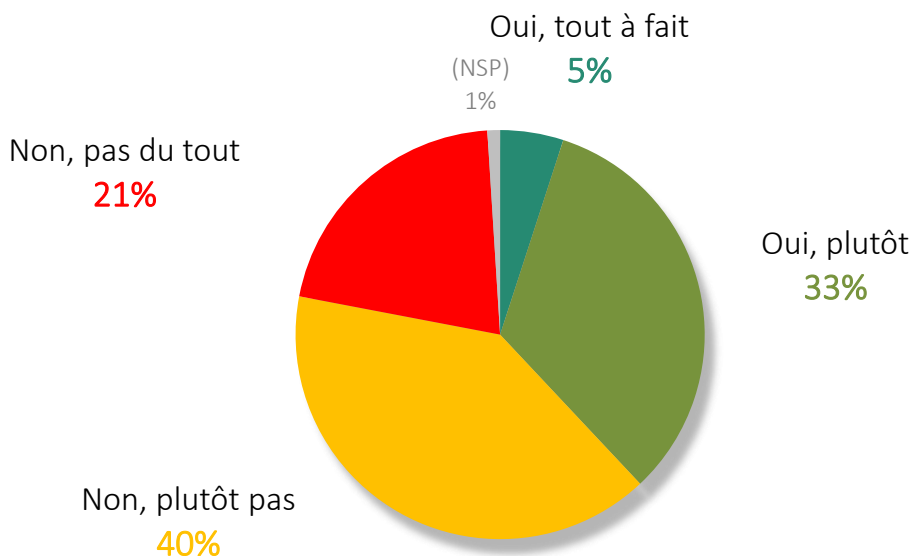
# 61% des Français ont le sentiment de ne pas bénéficier de la politique de leur municipalité... soit une inversion et une chute de 13 points en deux ans.



Vous-même et votre famille, avez-vous le sentiment de bénéficier de la politique mise en œuvre par la municipalité de votre ville ?

**% Non : 61%**

**% Oui : 38%**



CSP+ : 42% - CSP- : 30%  
Milieu rural : 40% - Agglomération parisienne : 33%  
> 65 ans : 43% - 35-49 ans : 32%  
Renaissance : 51% - RN : 31%

**- 13 pts**  
depuis 2023

En février 2023, 51% des Français avaient le sentiment de bénéficier de la politique mise en œuvre par la municipalité de leur ville

# Un Français sur deux (49% vs 48%) estime désormais que la baisse des dotations de l'Etat rend nécessaire la hausse des tarifs et des impôts dans les communes. En 2016 une nette majorité (55% vs 44%) pensait le contraire !



Les maires se plaignent de la baisse des dotations de l'Etat qui les oblige soit à augmenter leurs impôts locaux, soit à augmenter les tarifs des prestations qu'elles assurent à leurs administrés (cantines scolaires, prix du stationnement...).

Vous personnellement, de laquelle des deux opinions suivantes vous sentez-vous le/la plus proche à ce sujet ?

Les communes pourraient très bien faire face à ces baisses de dotations de l'Etat sans avoir à augmenter leurs tarifs ou leurs impôts en faisant des économies

**48%**

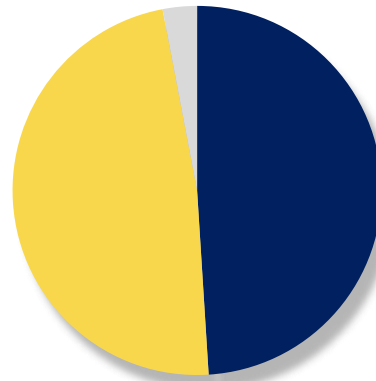
Agglomération parisienne : 54%

Milieu rural : 40%

Sympathisants du centre et de droite modérée : 54%

Sympathisants de gauche : 42%

(NSP)  
3%



Les communes ne peuvent pas faire face à ces baisses de dotations de l'Etat sans augmenter les tarifs de leurs prestations ou les impôts locaux

**49%**

Milieu rural : 57%

Agglomération parisienne : 39%

**- 7 pts**

depuis 2016

En mai 2016\*, 55% des Français estimaient que les communes étaient capables de faire face aux baisses de dotations sans avoir à augmenter les tarifs ou impôts

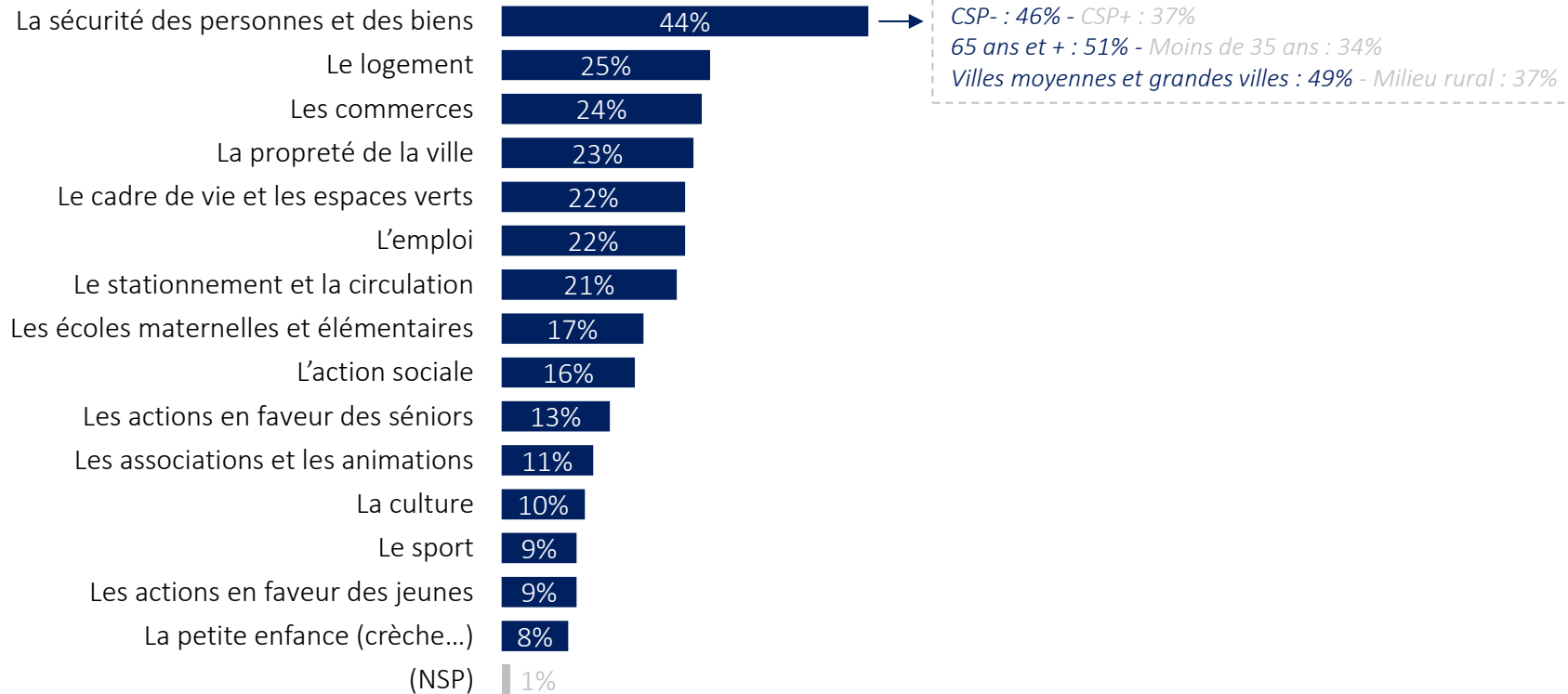
\*Sondage Odoxa pour Les Echos, Radio Classique et FTI publié en mai 2016

# Les Français pensent que la sécurité (1<sup>er</sup> avec 44%) est le domaine nécessitant le plus un accroissement des moyens financiers dans leurs communes.



Parmi les domaines suivants, quels sont ceux sur lesquels vous souhaitez que votre commune alloue davantage de moyens financiers ?

3 réponses possibles



**i** Le total est supérieur à 100 car plusieurs réponses pouvaient être choisies.